

Perspectives

N°25/117 – 7 avril 2025

UNION EUROPÉENNE

Le *D-Day* d'une réciprocité arbitraire

Avec cette nouvelle salve de hausses des droits de douanes, l'administration Trump remonte les aiguilles de la montre d'un siècle. Le taux moyen pondéré passe de 1,7% à 20,7% si l'on tient compte de l'ensemble des hausses mises en œuvre depuis le début de son deuxième mandat.

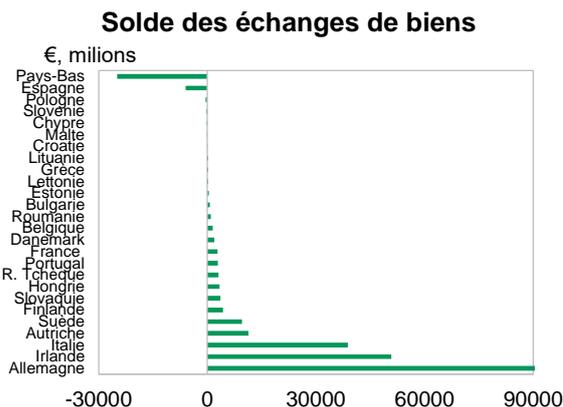
L'administration américaine justifie la remontée des droits de douane imposés à l'UE à 20% par la volonté de les aligner sur les droits fixés par l'UE à son encontre, mais aussi d'infliger des mesures compensatoires sur les pays imposant des taxes et autres mesures jugées discriminatoires, à l'instar des réglementations européennes (notamment celles du numérique, DMA et DSA). La notion de réciprocité évoquée par l'administration américaine est fallacieuse, puisque le taux moyen de douane pondéré par la valeur de chaque bien importé n'est pas, au départ, très différent entre l'UE et les États-Unis (3,2% et 1,7%). La partie additionnelle prendrait en compte la réciprocité sur des barrières non tarifaires. Le calcul de ce volet compensatoire n'a pas été explicité et paraît à ce jour totalement arbitraire.

	UE : Taux effectifs avant Trump 2.0	
	Tarif effectif moyen UE	tarif effectif pondéré UE
Etats-Unis	4,0	2,0
Monde	4,1	3,2

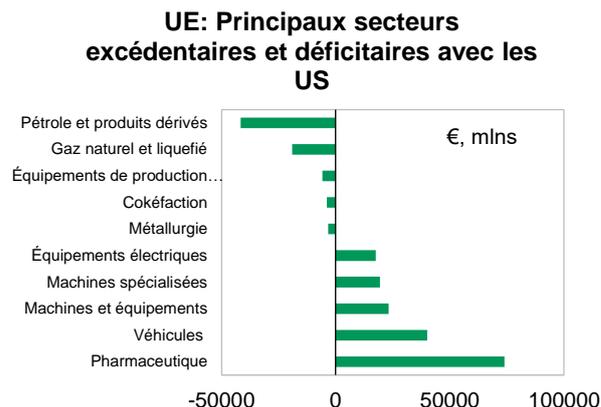
	US : Taux effectifs avant Trump 2.0	
	Tarif effectif moyen US	tarif effectif pondéré US
France	4,1	1,8
Italie	3,6	2,3
Allemagne	4,1	1,9
Union Européenne	3,9	1,7

	Taux effectifs "Liberation Day" + Acier/Alu + Auto	
	Tarif effectif moyen US	tarif effectif pondéré US
France	20,23	20,15
Italie	20,31	20,69
Allemagne	20,25	21,23
Union Européenne	20,3	20,7

Cet arbitraire nous est infligé par notre premier partenaire économique. L'UE exporte évidemment davantage de biens vers les États-Unis qu'elle n'en importe (solde : +215 Mds€, dont 92 Mds pour l'Allemagne, 39 Mds pour l'Italie, 2,8 Mds pour la France). 20% des exportations en biens de l'UE sont à destination des États-Unis (soit 502 Mds€ en 2023), 22% des exportations (hors UE) de l'Italie et de l'Allemagne (158 et 67 Mds€) et 16% pour la France (44 Mds€). Les exportations en biens de l'UE vers les États-Unis représentent 2,8% du PIB UE (4,2% pour l'Allemagne, 3,6% pour l'Italie, 1,7% pour la France) et les importations depuis les États-Unis 1,8% du PIB européen.



Source : Eurostat, Crédit Agricole S.A./ECO



Sources : Eurostat, Crédit Agricole S.A./ECO

Sur le plan sectoriel, l'exposition de la zone euro est concentrée sur les véhicules, les machines, l'aéronautique, la pharmacie, la chimie ou encore les produits alimentaires.

Pour les États-Unis, les exportations de biens vers l'UE représentaient en 2023 1,2% du PIB et les importations depuis l'UE 1,9% du PIB.

Le déséquilibre de la relation en faveur de l'UE en termes d'échanges de biens est atténué par les échanges de services, puisque le solde de l'UE est déficitaire dans les échanges de services (-114 milliards d'euros). La composition sectorielle de leurs exportations, orientée vers les services, les produits intellectuels et l'énergie, rend les États-Unis moins exposés aux conséquences de tensions commerciales ciblées sur les biens manufacturés.

Ces chiffres montrent le dilemme auquel seront confrontées les chancelleries européennes lorsqu'il s'agira de choisir comment répondre aux tarifs douaniers américains. La première réaction européenne aux menaces de Trump a été conciliante. U. von der Leyen a proposé d'augmenter les achats de gaz naturel liquéfié (GNL) aux États-Unis, qui ont déjà triplé pendant les trois années de guerre russo-ukrainienne ; elle a également prolongé la suspension des mesures de rétorsion sur les produits américains jusqu'au 14 avril, dans l'espoir de désamorcer l'escalade. Après tout, au cours du premier mandat de Trump, l'Union avait apaisé les hostilités commerciales en promettant d'acheter davantage de soja et de GNL.

Ces propositions semblent ne pas avoir rencontré un grand intérêt. Jusqu'à présent, Bruxelles a joué le scénario classique de la guerre commerciale, en se préparant à répondre sur les produits emblématiques fabriqués aux États-Unis comme les jeans, le bourbon et Harley-Davidson. Mais la Commission pourrait décider de faire monter les enchères en ripostant sur le secteur des services.

La stratégie de négociation de l'UE

<p style="text-align: center; color: red;">Concessions possibles</p> <div style="background-color: #008080; color: white; padding: 10px; border-radius: 10px;"> <p>Achats de GNL (60% de l'export US) Achats d'armement Abaisser les droits de douanes sur les véhicules => problème OMC ou Chine Efforts de simplification CSRD et CSDD</p> </div>	<p style="text-align: center; color: red;">Non négociable</p> <div style="background-color: #008080; color: white; padding: 10px; border-radius: 10px;"> <p>Baisse TVA : 15Mds recettes et ressource propre du budget de l'UE Digital Market Act GDPR = protection consommateur</p> </div>	<p style="text-align: center; color: red;">Rétorsions (produits des états conservateurs)</p> <div style="background-color: #008080; color: white; padding: 10px; border-radius: 10px;"> <p>Jus d'orange Textile et chaussures Motos Restreindre critères environnementaux des biens</p> </div>	<p style="text-align: center; color: red;">Instrument anti-coercition (IAC)</p> <div style="background-color: #008080; color: white; padding: 10px; border-radius: 10px;"> <p style="text-align: center;">Applicable si coercition (TVA, réglementation du digital)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Restrictions des importations et exportations • Marchés publics UE • Limites aux IDE • Droits de propriété intellectuelle • Limites ventes crédits ETS </div>
---	---	---	---

Étendre la rétorsion aux services numériques

Serrer la vis aux plateformes US

Restreindre accès ou révoquer licences
Interdictions permanentes
Taxation des contenus
Extension des Taxes des Services Digitales
Faciliter mesures structurelles (démantèlement monopoles)

Limiter l'accès aux infrastructures critiques

Designier secteurs critiques avec propriété majoritaire européenne
Exiger stockage des données critiques dans data centers européens
Révoquer des licences pour raisons de sécurité nationale
Augmenter contrôles sur IDE dans IP critiques européens

Restreindre le transfert de la data

Suspendre ou refuser des nouveaux cadres de type Privacy Shield
Incorporer ou étendre des clauses de localisation de la data
Interdire au secteur public l'utilisation de services qui stockent la data en dehors de l'UE

✓ **Notre opinion** – Le nouveau durcissement de la confrontation commerciale avec les États-Unis, qui n'est pas encore inclus dans notre scénario central, fait peser un nouveau risque baissier sur nos prévisions. Dans notre prévision de décembre 2024, les prémises de la guerre commerciale engagée par Trump avaient été intégrées sous la forme d'une révision à la baisse de la croissance de la zone euro pour prendre en compte un double impact négatif : celui d'une hausse modérée des droits de douane, mais aussi celui de l'incertitude entourant les politiques de l'administration Trump. Plus précisément, ce scénario intégrait déjà l'impact négatif de la hausse à 25% des droits de douane sur l'acier et l'aluminium, ainsi qu'un alignement du droit de douane moyen des États-Unis sur celui de l'UE. Cela se traduisait par une révision à la baisse de la croissance de 0,2 point de pourcentage (pp) par l'effet direct de la baisse des exportations et de 0,1 pp supplémentaire du fait de l'incertitude croissante pesant sur les décisions d'investissement.

Les dernières annonces de hausse des droits de douane sur les véhicules à 25% ont été intégrées dans notre scénario de mars 2025 ; cette hausse se traduirait par une baisse de 8% de la production automobile en Europe occidentale avec un impact différencié sur les grandes économies. En Allemagne, dans l'œil du cyclone, l'impact sur la croissance serait de -0,2 pp en 2025 et 2026. La ponction sur la croissance de la zone euro serait de -0,1 pp en 2025. Cette baisse serait le résultat d'un repli des importations américaines de véhicules européens, le consommateur américain ne pouvant plus absorber une telle hausse de prix et les producteurs européens ne pouvant plus ronger leurs marges. Elle résulterait également d'une relocalisation rapide de la production dans les usines des producteurs européens sur le territoire américain, qui tournent actuellement avec de faibles taux d'utilisation des capacités. Cependant, les constructeurs automobiles, ne pouvant pas créer ex-nihilo une supply chain automobile locale en moins de deux-trois ans, devront continuer d'importer des composants en grandes quantités.

Les droits de douane introduits le 2 avril (Libération Day) ne figurent donc pas dans notre scénario central, mais leur impact a été chiffré dans un [scénario](#) de risque (aujourd'hui avéré). Dans l'hypothèse d'absence de mesures de rétorsions¹ de la part de l'UE, ce scénario introduit une baisse supplémentaire de 0,1 pp de la croissance du PIB en 2025, de 0,3 pp en 2026 et de 0,2 pp en 2027 pour la zone euro. Cette baisse serait plus importante pour l'Allemagne et l'Italie (-0,4 pp en 2026) et moindre pour la France (-0,2 pp en 2026). Une réplique de la part de l'UE de même ampleur que celle qui lui est infligée par les États-Unis sur les biens impliquerait une perte de croissance supplémentaire pour l'UE de 0,2 pp.

Article publié le 4 avril 2025 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

¹ Des représailles symétriques paraissent compliquées car si les règles de l'OMC et de la NPF doivent être respectées, les nouveaux droits doivent s'appliquer à tous les autres pays avec lesquels n'existe pas de traité de libre-échange. Il est possible que les partenaires commerciaux des États-Unis fassent preuve de plus de retenue que les États-Unis dans l'application des droits de douane, en limitant les représailles ou en accordant des concessions sans contrepartie.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
04/04/2025	<u>Monde – Scénario 2025-2026 : le temps des paris</u>	Monde
04/04/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
03/04/2025	<u>Indonésie : le décrochage des marchés, signal d'une économie en plein doute</u>	Asie
03/04/2025	<u>Moyen-Orient – Viens à la maison ! La course aux IDE dans le Golfe</u>	Moyen-Orient
02/04/2025	<u>Espagne – Le plan de relance toujours en retard</u>	Zone euro
02/04/2025	<u>Royaume-Uni – Une déclaration du printemps douloureuse pour les souffrants</u>	Royaume-Uni
31/03/2025	<u>France – Un déficit public un peu inférieur à ce qui était prévu en 2024, mais toujours trop élevé</u>	France
28/03/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
27/03/2025	<u>Chine : le changement de discours des autorités sera-t-il suffisant pour raviver la confiance ?</u>	Asie
25/03/2025	<u>Énergies renouvelables – 2024, une année marquée par le ralentissement de l'éolien terrestre contrairement à l'éolien flottant qui retrouve espoir</u>	France - Énergies
24/03/2025	<u>Parole de banques centrales – La BOE a gardé ses taux inchangés en mars, face à l'intensification des incertitudes</u>	Royaume-Uni
21/03/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
20/03/2025	<u>France : un peu moins de croissance et d'inflation en 2025 et 2026, selon la Banque de France</u>	France
19/03/2025	<u>Brésil – Inflation en hausse, croissance prête à décélérer</u>	Amérique latine
18/03/2025	<u>Union européenne – L'excédent commercial en biens vis-à-vis des États-Unis s'accroît en 2024</u>	Union européenne

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.